

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 096-22-AOO

**Fourniture et pose de divers mobiliers
aéroportuaires pour le nouveau terminal de
l'aéroport de Rabat-Salé**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5

ARTICLE 08 :	DOMICILE DU TITULAIRE _____	5
ARTICLE 09 :	RESILIATION _____	5
ARTICLE 10 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	6
ARTICLE 11 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 12 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	6
ARTICLE 13 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	6
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES _____	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 8

ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	8
ARTICLE 16 :	CONSISTANCE DES TRAVAUX _____	8
ARTICLE 17 :	DELAJ DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 18 :	RECEPTIONS PROVISOIRE _____	8
ARTICLE 19 :	RECEPTION DEFINITIVE _____	8
ARTICLE 20 :	DELAJ D'EXECUTION _____	8
ARTICLE 21 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 22 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 23 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	9
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD _____	9
ARTICLE 25 :	CONTROLE ET VERIFICATION _____	9
ARTICLE 26 :	BREVETS _____	10
ARTICLE 27 :	NORMES _____	10
ARTICLE 28 :	PLANS D'EXECUTIONS _____	10
ARTICLE 29 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT _____	10
ARTICLE 30 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS _____	11
ARTICLE 31 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	11
ARTICLE 32 :	PRESTATIONS COMPRISES DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE : _____	11
ARTICLE 33 :	QUALITE DES MATERIAUX _____	11
ARTICLE 34 :	ECHANTILLONS – PROTOTYPES _____	15
ARTICLE 35 :	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT _____	15
ARTICLE 36 :	EMPLACEMENT MIS A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE _____	16
ARTICLE 37 :	DEFINITION DES PRIX _____	17

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°096-22-AOO

Le **mardi 27 septembre 2022 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Les plans imprimés sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix de **70,00 DHS.**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **227 000,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **15 141 600,00 DHS.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mardi 27 septembre 2022 à 9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 096-22-AOO

**Fourniture et pose de divers mobiliers
aéroportuaires pour le nouveau
terminal de l'aéroport de Rabat-Salé**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle de la caution personnelle et solidaire ;
05. Le modèle d'acte d'engagement ;
06. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
07. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
08. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
09. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres. Le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation ;
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres. Le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation ;
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;
- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2, B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de

l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :

- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) ;
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues **à l'article 12** du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique **sauf pendant la période de confinement officiel au Maroc**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. **Au moins deux (2) attestations de référence**, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles objet du présent appel d'offres, **dont au moins une attestation relative au mobilier aéroportuaire**. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 9 000 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**Durant les dix dernières années**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **096-22-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 096-22-AOO relatif à « Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **096-22-AOO** du **mardi 27 septembre 2022**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A Y COMPRIS DROITS DE DOUANES: (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 096-22-AOO****Objet : Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé**

Prix	Description	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT BE01	U	40		
2	COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT VIP CMP12	U	1		
3	COMPTOIRS D'EMBARQUEMENT CMP08	U	26		
4	COMPTOIR FILTRE POLICE 3 POSITIONS CMP05	U	23		
5	COMPTOIR FILTRE POLICE 2 POSITIONS CMP06	U	3		
6	COMPTOIR FILTRE POLICE PMR	U	3		
7	COMPTOIR D'INFORMATION	U	1		
8	COMPTOIR D'ACCUEIL VIP CMP07	U	1		
9	MEUBLE CONTROLE BAGAGE CMP11	U	4		
10	CABINE DE FOUILLE RABATTABLE	U	6		
11	FAUTEUILS OPERATEURS	U	160		
12	PANNEAU EN POLYMETHACRYLATE DE METHYLE DE 5MM	M²	100		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 096-22-AOO

**Fourniture et pose de divers mobiliers
aéroportuaires pour le nouveau terminal de
l'aéroport de Rabat-Salé**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES 4

ARTICLE 01 :	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 :	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 :	CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 :	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 :	NANTISSEMENT	5
ARTICLE 07 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 08 :	DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 09 :	RESILIATION	5
ARTICLE 10 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 11 :	DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 12 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 13 :	CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES 8

ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 16 :	CONSISTANCE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 17 :	DELAÏ DE GARANTIE	8
ARTICLE 18 :	RECEPTIONS PROVISOIRE	8
ARTICLE 19 :	RECEPTION DEFINITIVE	8
ARTICLE 20 :	DELAÏ D'EXECUTION	8
ARTICLE 21 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 22 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 23 :	MODALITES DE PAIEMENT	9
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 25 :	CONTROLE ET VERIFICATION	9
ARTICLE 26 :	BREVETS	10
ARTICLE 27 :	PLANS D'EXECUTIONS	10
ARTICLE 28 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	10
ARTICLE 29 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	11
ARTICLE 30 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	11
ARTICLE 31 :	PRESTATIONS COMPRISES DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE :	11
ARTICLE 32 :	QUALITE DES MATERIAUX	11
ARTICLE 33 :	EMPLACEMENT MIS A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	16
ARTICLE 34 :	SUJETIONS AU MAINTIEN DU TRAFIC DE L'AEROPORT DURANT LES TRAVAUX.	Erreur !
Signet non défini.		
ARTICLE 35 :	DEFINITION DES PRIX	17

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et les plans guides ci-joint.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les plans guides ;
- 5) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché ; le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations.
- Avoir fait tous calculs et sous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer les prix des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat;

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

A la demande du prestataire et à sa place, l'ONDA **peut payer**, le cas échéant, **directement et seulement** les impôts et taxes à l'importation y compris droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les prestations de service réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. Une copie

de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine. »

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction des infrastructures**.

ARTICLE 16 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Fourniture et pose des mobiliers aéroportuaires suivants :

- Comptoirs d'enregistrement
- Comptoirs d'embarquement
- Comptoirs de filtre de police
- Cabines de fouille
- Comptoir d'information
- Fauteuils pour opérateurs

Ainsi que les prestations des études pour la fourniture des plans d'exécution et des modèles 3D détaillés des mobiliers.

ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, le prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du CCAG-T.

ARTICLE 18 : RECEPTIONS PROVISOIRE

La réception provisoire des fournitures sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 73 du CCAGT.

ARTICLE 19 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive des fournitures sera prononcée **douze (12) mois** après la date du procès-verbal de la réception provisoire conformément aux dispositions définies par l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE 20 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **sept (7) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 21 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **Fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 22 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 23 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou par une lettre de crédit irrévocable et confirmée par la banque du fournisseur.

Si le prestataire opte pour le paiement par lettre de crédit, tous les frais et accessoires relatifs à l'ouverture de la lettre de crédit sont à la charge du fournisseur.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de la réception provisoire des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard.

1- En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT.

2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à **deux pour Cent (2 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 25 : CONTROLE ET VERIFICATION

Le Maître d'ouvrage aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au fournisseur l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA, en respectant le délai contractuel.

Le droit du maître d'ouvrage de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et le maître d'ouvrage n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le titulaire de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 26 : BREVETS

Le titulaire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 27 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution de la présente tranche du marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 28 : PLANS D'EXECUTIONS

Les études d'exécution avec plans et détails de tous les éléments des divers mobiliers sont à la charge de l'entrepreneur. Ces études doivent définir la structure et le mode de fixation et de raccordement de chaque élément des mobiliers tenant compte des différentes charges et contraintes.

L'entrepreneur doit soumettre Les plans détail des différents mobiliers au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour validation.

ARTICLE 29 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Au lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport, par l'intermédiaire du Maître d'ouvrage, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, Le prestataire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

Le prestataire devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux

ARTICLE 30 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'Etat ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux.

ARTICLE 31 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 32 : PRESTATIONS COMPRISES DANS LES FAUX – FRAIS DE L'ENTREPRISE :

Sont notamment compris dans les faux frais du prestataire :

- L'entretien, le nettoyage permanent des locaux empruntés.
- La signalisation et le balisage de la zone de travaux.
- L'éclairage nocturne éventuel de la zone de travaux.
- La police de chantier, conformément aux articles du présent cahier.
- Tous les frais des essais préliminaires d'agrément.
- La protection et la surveillance des mobiliers fournis et posés.

Seuls les ouvrages provisoires faisant l'objet de prix spéciaux du bordereau des prix ne sont pas compris dans les faux-frais de l'entreprise.

ARTICLE 33 : QUALITE DES MATERIAUX

Les produits utilisés devront être conformes aux standards listés ci-après :

- Les produits doivent être conforme aux normes marocaines en vigueur ou à défaut aux normes, spécifiées dans cette article.
- Ce paragraphe spécifie les exigences techniques à avoir pour chacun des principaux matériaux utilisés.
- L'entreprise doit envoyer les fiches techniques de chaque produit à utiliser pour approbation au maître d'œuvre avant commande et exécution.
- Dans le cas d'omission de matériaux nécessaire à l'exécution dans cette liste, l'entreprise est redevable d'utiliser les produits de qualité afin de procéder à la mise en œuvre dans les règles de l'art. Elle fournira à la maîtrise d'œuvre les spécifications de ces matériaux pour approbation.
- L'entrepreneur est seul responsable du choix des produits et des fournisseurs.
- Ce choix est fait suivant l'aptitude à la fonction des produits selon la protection ou l'état de finition recherché et la compatibilité avec les supports.

- L'ensemble des matériaux utilisés devra provenir de fabricant connus, et les composants des produits devront être facilement répertoriables.

- Une fiche descriptive accompagnera chacun des produits élaborés par le fabricant, celle-ci devra faire référence s'il y a lieu aux spécifications et labels suivants :

- Marque NF
- Agrément ministériel.
- Norme AFNOR
- Toute autre spécification dont l'origine doit alors être précisée.

SOLID SURFACE

Panneaux et produits d'habillage massif, moules, non-poreux et homogène, fait à base de résine acrylique et minéraux naturels de propriétés :

- Couleur et motif : au choix de l'architecte
- Résistance à traction de la liaison entre plaques : 18 Mpa
- Résistance à l'usure de la surface (ISO 4586-2): 0,028% poids / 25 révolutions
- Résistance à la flexion (ISO 178) : 75 MPa
- Dureté Barcol (ISO 19712-2) : 60-65
- Absorption d'eau (ASTM D570) : 0.03% max
- Stabilité de la couleur dans le temps : $\Delta E < 1,5$ en 10 ans
- Coefficient de conductivité thermique (EN 12667): 0,396 W/mk
- Coefficient de dilatation (ASTM D696) : $3,5 \cdot 10^{-5}$ mm/m °C
- Réaction au feu (Euroclass) : B S1 D0
- Purification d'air : Élimine les gaz dangereux : NOx, SOx et VOCs
- Le produit doit être facilement nettoyable
- Il doit être traité antibactérien et antifongique
- Le produit doit avoir **une garantie de 10 ans.**

PANNEAUX EN BOIS CONTREPLAQUE

Panneaux à base de bois obtenu par collage de couches adjacentes à fils croisés composé de plusieurs couches de placages de propriétés :

- Epaisseur : suivant notes de calcul de l'entreprise
- Fabriqué suivant les normes AFNOR NF EN 313-2
- Le contreplaqué doit être ignifugé pour avoir une réaction au feu conforme à la réglementation en vigueur.
- Collage sans Formaldéhyde
- Certifié FSC

STRATIFIÉ EN PLASTIQUE OU PLAQUAGE EN BOIS

Panneaux à base de plastique, utilisé comme plaquage de matériaux, de propriétés :

- Epaisseur : 0.9mm
- Fabriqué suivant les normes européennes en vigueur
- Le stratifié doit être ignifugé pour avoir une réaction au feu conforme à la réglementation en vigueur.
- Fabriqué sans Formaldéhyde

ACIER S355

Profilés et tôles en acier, de propriétés :

- Aciers de type S355 suivant la norme EN 10025
- Epaisseur et sections : Suivant les calculs de l'entreprise
- Densité : 7850 kg/m³
- Dureté : 146 à 187 HB
- Résistance à l'écoulement : 355 Mpa (N/mm²)
- Module de Young : 210 Gpa
- Energie d'impact : 27J à -20°C

ACIER INOXYDABLE

Profilés et tôles en acier inoxydables, de propriétés :

- Aciers de type inoxydable type 304 ou 316 L suivant la norme EN 10088
- Poli au grain 240
- Epaisseur et sections : Suivant les calculs de l'entreprise
- Résistant à l'humidité et à la corrosion avec une bonne stabilité
- Les matériaux utilisés doivent assurer une bonne soudabilité

MAILLE D'ACIER INOXYDABLE

Mailles en acier inoxydables, de propriétés :

- Aciers de type inoxydable type 304 ou 316 L suivant la norme EN 10088
- Résistant pour application intérieure et extérieure
- Chaîne : 3 cordes Ø 2 mm
- Trame : fils Ø 3 mm
- Pas de corde : 35 mm
- Pas de fil : 8 mm
- Aire ouverte : 52% ~
- Épaisseur totale : 6 mm ~
- Poids : 8,80 kg / m² ~

VERRE

Verre flotté trempé et sablé conformément aux spécifications du projet, de propriétés :

- Flotté Glass : ASTM C 1036 ou équivalent, Type I, Qualité-Q3, Classe I (clear)
- Entièrement trempé
- Epaisseur et sections : Suivant les calculs de l'entreprise
- Transmission de lumière (tv) 88;
- Réflexion de la lumière (rv) 8;
- Rendu des couleurs - RD65 (Ra) 98;
- Facteur solaire (g) 82;
- Coefficient d'ombrage (SC) 0,94;
- Transmission UV (UV) 51;
- Réaction au feu (NM EN 13501-1) A1.

PANNEAUX REVETEMENT GRES CERAME PLEINE MASSE

Panneaux revêtement mur en grés cérame pleine masse grand format de propriétés

- Couleurs et motifs au choix de l'architecte
- Dimension : jusqu'à 1200 x 2500 x 6mm
- Absorption d'eau : < 0,1%
- Tolérance dimensionnelle : < 0,1% suivant la norme UNI-EN ISO 10545-2

- Résistance a la rupture : >1300N
- Résistance a la flexion : >50N/mm²
- Résistance chimique : UA/ULA/UHA (UHB/ULB PULIDO) suivant norme UNI-EN ISO 10545-13
- Coefficient de dilatation thermique : <7*10⁻⁶ K⁻¹
- Réaction au feu : Classe A1 suivant norme UNI-EN 13501-1
- Résistance renforcée aux fissures et a la lumière sans changement de couleur.

IMPRESSION NUMERIQUE

Impression numérique de type UV sur tous supports et médias, de propriétés :

- motifs, testes et couleurs au choix de l'architecte
- Encre : Exclusive a séchage UV, 7 couleurs
- Résolution : 1200 x 1200 dpi
- périphérique d'impression Flatbed équipé de 2 ensembles lampes UV minimum
- Teneur des couleurs garanties pour 50 ans

COLLES ET LIANTS

Adhésifs et colles pour les différents matériaux cités dessus, de propriétés :

A- Adhésif pour fixer le Contreplaqué avec la Stratifié en plastique :

- Dispersion aqueuse adaptée aux exigences de menuiserie, avec vitesse de prise élevée et aspect transparent.
- à base d'eau
- viscosité à 23°C: 20.000 – 30.000 mPa*s
- pH: 5,0 -5,5;
- Collage de HPL a 50 – 60°C: 60 - 70secondes
- sans formaldéhyde
- Limites de teneur en COV LEED (g / L) non supérieures à 0,1;

B- Adhésif utilisé dans le Solid Surface

- Adhésif acrylique à deux composants, assorti à la couleur, pour assembler et coller des surfaces solides.
- haute résistance à l'eau, éraflures et hautes températures ; grande ténacité et résistance aux chocs
- viscosité : 30.000±6.000 cps (Partie A) et 2.700±800 cps (Partie B);
- densité 1,20±0,05 (Partie A) et 1,18±0,05 g/ml (Partie B);
- Résistance à la traction MPa (psi): 34 – 50 (5,000 – 7,200);
- Résistance à la flexion MPa (psi): 28 – 36 (4,000 – 5,200)
- Contenu faible en COV

C- Adhésif pour fixer le Contreplaqué avec le Solid Surface

- Adhésif thermo fusible en polyuréthane réactif à longue durée d'ouverture.
- viscosité à 140°C: 50.000-90.000 mPa*s
- résistance à la chaleur: > 150° C;
- température froide: < -20° C;
- Bonne résistance à l'eau et aux solvants
- sans formaldéhyde ni COV

D- Adhésif pour fixer le Contreplaqué avec l'acier inoxydable

- Adhésif auto-extinguible monocomposant à base de polymères MS durcissant à l'humidité sans composants de danger.

- auto-extinguible;
- viscosité à 23°C: 100.000 – 10.000 mPa*s
- densité: 1,35g/cm³.

COMPOSANTES ELECTRIQUES

Composantes électriques pour illumination des éléments, de propriétés :

- LED avec corps lumineux en verre
- Alimentation 12 ou 24V
- 280° de diffusion de lumière
- Transformateurs suivant la tension des LED
- Fourreaux, attaches et raccords suivant les normes en vigueur

ARTICLE 34 : ECHANTILLONS – PROTOTYPES

Généralités

A l'ordre de service de démarrage, l'Entrepreneur est tenu de fournir dans un délai maximal de 10 jours les échantillons de tous les matériaux et fournitures qu'il se propose d'utiliser, avec leurs références (Avis Technique, Agréments, PV, etc.) aux fins d'approbation par le Maître d'Ouvrage.

Lorsque l'Entrepreneur propose une fourniture de référence différente de celle indiquée dans le Marché, il doit présenter à la fois l'échantillon de la fourniture de référence et celui de la fourniture de référence différente.

Une fois acceptées les échantillons sont conservés au Bureau de Chantier du Maître d'ouvrage et serviront de référence au cours des travaux et lors de la réception des ouvrages. Ils seront montés sur panoplie ou disposés sur des supports spécialement équipés, à la charge de l'Entrepreneur, de façon à interdire toute substitution.

L'Entrepreneur effectuera toutes les applications d'essais qui sont nécessaires pour déterminer les coloris et les nuances de finition et pour mettre au point les modalités d'application correspondantes.

Tous les échantillons pourront être demandés en présentation sur site.

Prototype

L'Entrepreneur réalisera un prototype de chaque ouvrage prévu.

Une fois acceptée par le Maître d'ouvrage, ces prototypes serviront de base pour le contrôle de qualité et d'esthétique des ouvrages réalisés.

Aucune mise en fabrication ne pourra se faire avant d'avoir obtenu l'accord du Maître d'Ouvrage sur les plans et sur les échantillons.

L'Entrepreneur devra prévoir le prix de démolition de ces prototypes (y compris enlèvement des gravois), mais si l'essai réalisé est satisfaisant et qu'il correspond au tramage définitif, il pourra être conservé et considéré comme la première partie réalisée.

Dans le cas d'essais non concluant, les autres prototypes restent à la charge de l'Entrepreneur, sans supplément de prix.

ARTICLE 35 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Exclusion de certains matériaux

Le prestataire doit certifier que les matériaux/substances ci-après ne seront pas utilisés dans la construction :

- les produits contenant de l'hexafluorure de soufre (SF₆);
- les peintures et vernis intérieurs dont la teneur en solvants (composés organiques volatils (COV) ayant un point d'ébullition maximal de 250 °C) est supérieure à:
 - 30 g/l (extrait sec) pour les peintures murales (selon la norme marocaine en vigueur ou à défaut la norme EN 13300);
 - 50 g/l (extrait sec) pour les autres peintures ayant un taux d'étendage minimal de 15 m²/l à un pouvoir couvrant de 98 % d'opacité ;
 - 180 g/l (extrait sec) pour tous les autres produits (y compris les peintures autres que les peintures murales qui ont un taux d'étendage inférieur à 15 m²/l, les vernis, les mordants pour bois, les revêtements de sol, les peintures de sol et les produits connexes).

Composés organiques volatils (cov)

Les émissions de COV issues des produits de construction utilisés ne peuvent dépasser les plafonds mentionnés dans les normes relatives à la détermination des émissions suivant la norme marocaine en vigueur ou à défaut la norme EN ISO 16000-9 à -11 ou des normes équivalentes.

Elimination des déchets

L'entrepreneur est responsable de ses déchets. L'entrepreneur doit prévoir le tri sélectif des emballages et déchets et l'enlèvement hors du chantier dans le respect de la législation en vigueur. Il est expressément interdit de :

- brûler les déchets à l'air libre sur le chantier
- enfouir les déchets sur le chantier,
- abandonner les déchets dans la nature.

ARTICLE 36 : EMPLACEMENT MIS A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Le prestataire pourra disposer pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire des matériaux d'un emplacement suffisant qui lui sera indiqué par le Maître d'ouvrage. Autour des ouvrages à construire, le prestataire ne disposera que des espaces nécessaires à la circulation de ses engins et du stockage de son matériel qu'il devra maintenir en parfait état de propreté.

En cas de retard sur le délai d'exécution prescrit dans le présent CPS ci-après, le Maître d'ouvrage pourra modifier l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur sans que celui-ci puisse élever de réclamation. Un ordre de service prescrira, s'il y a lieu, le nouvel emplacement.

Le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition du prestataire par l'office national des aéroports pour l'exécution des travaux devront être exécutés, quinze (15) jours calendaires à dater du lendemain du jour de la réception

provisoire. A défaut il lui sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable les pénalités fixées dans le présent CPS.

Le prestataire pourrait être appelé à intervenir sur plusieurs plates-formes à la fois le délai imparti serait celui de la durée indiquée sur la lettre ordonnant l'intervention. Les journées communes ne seront pas cumulables.

ARTICLE 37 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du C.C.A.G.T

Notes Générales

Le branchement électrique, informatique et téléphonique des différents meubles avec les boîtes au sol, attentes...ainsi que leur équipement par des prises électriques, informatiques et téléphoniques suffisantes sont à la charge de l'entreprise qui doit s'assurer que tous les passages de câbles se font par la partie arrière du meuble.

Les plans d'exécution sont à la charge de l'entreprise et seront mis à la validation du maître d'ouvrage avant d'entamer toute fabrication.

Les prix comprennent la réalisation des plans d'exécutions et prototypes à faire valider par l'architecte et le maître d'ouvrage.

Le choix de la couleur et du motif des différents mobiliers sera décidé par le Maître D'ouvrage

PRIX N°1: COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT BE01

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir d'enregistrement.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Un prototype complet en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°1**.

PRIX N°2: COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT VIP CMP12

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir d'enregistrement VIP.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le comptoir en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°2**.

PRIX N°3: COMPTOIRS D'EMBARQUEMENT CMP08

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir d'embarquement.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Un prototype complet en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°3**.

PRIX N°4: COMPTOIR FILTRE POLICE 3 POSITIONS CMP05

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir pour filtre police de trois (3) positions.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Un prototype complet en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°4.**

PRIX N°5: COMPTOIR FILTRE POLICE 2 POSITIONS CMP06

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir pour filtre police de deux (2) positions.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le comptoir en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°5.**

PRIX N°6: COMPTOIR FILTRE POLICE PMR

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir pour filtre police destiné aux personnes à mobilité réduite.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le comptoir en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°6.**

PRIX N°7: COMPTOIR D'INFORMATION

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir d'information.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le comptoir en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°7.**

PRIX N°8: COMPTOIR D'ACCUEIL VIP CMP07

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un comptoir d'accueil pour les VIP.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le comptoir en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°8.**

PRIX N°9: MEUBLE CONTROLE BAGAGE CMP11

Ce prix rémunère la fabrication en atelier, la fourniture et la pose d'un meuble bas pour le contrôle des bagages.

Le prestataire aura à sa charge l'élaboration d'un dossier contenant les plans d'exécution, les dessins d'ateliers, un modèle 3D détaillé ainsi que les fiches techniques des matériaux, l'ensemble devra respecter les plans architecturaux. Ce dossier sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte avant la production.

Le meuble en parfaite état de finition sera soumis à la validation de l'ONDA et de l'architecte à l'atelier avant sa livraison sur site.

Les dimensions et matériaux sont spécifiés dans les plans architecturaux.

Le prestataire doit installer toutes les prises électriques, informatiques et téléphoniques et toute protection nécessaire dans le comptoir.

Les joints ne doivent pas être pas visibles.

Aucun passage de câble ne doit être visible.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°9.**

PRIX N°10: CABINE DE FOUILLE RABATTABLE

Ce prix rémunère la fourniture et pose/fixation d'une cabine rabattable destinée à la fouille corporelle.

L'ensemble est à réaliser selon les plans et doivent scrupuleusement être conforme au niveau des matériaux.

Dim ; largeur 1200mm, hauteur 2350mm, prof. 1200mm

Bois en contreplaqué 25mm lamifié toutes faces gris uni.

Assemblage mécanique par inserts et vis.

Protection d'angle par cornière en tôle inox. Ep ;10/10 finition au choix du Maître d'ouvrage.

Plinthe recouvert de tôle de même finition ep ; 12/10 et sue une hauteur de 70mm sur les 2 faces intérieur et extérieur

A l'intérieur, il sera installé un banc de L. 1100 mm, hauteur 450mm, prof. 350mm réalisé en contreplaqué 25mm lamifié gris avec chants plaqué PVC et montés sur régulateur.

Rideau en tissu "courtisane" couleur au choix du maître d'ouvrage.

Tringle et anneau de qualité

L'ensemble entièrement démontable et permettant la dépose et repose fouille en cas de besoin.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°10.**

PRIX N°11: FAUTEUILS OPERATEURS

Ce prix rémunère la fourniture et pose de fauteuils opérateurs assise et dossiers en tissu (couleur au choix du maître d'ouvrage) dossier à mécanisme à basculement simple, Blocage du basculement à position unique, réglage de la tension du basculement, réglable en hauteur par vérin à gaz piètement 5 branches à roulette, bras ajustables en hauteur (pour filtre police)

- Piètement : pyramidale grainé chargé en fibres de verre
- Roulettes : auto freinées double galets en polyamide de 50 mm, axe en acier galvanisé

Modèle à soumettre à la validation du Maître d'ouvrage

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°11.**

PRIX N°12: PANNEAU EN POLYMETHACRYLATE DE METHYLE DE 5MM

Ce prix rémunère la fourniture et pose de panneau en polyméthacrylate de méthyle de 5mm d'épaisseur, brillant, hautement transparent (90% Transmission minimum) et résistant au vieillissement de type PLEXIGLAS ou équivalent.

Le prestataire doit veiller à la bonne finition des découpes et des chanfreins suivant les dimensions demandées par le maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécutions et de finition au **prix n°12.**

Appel d'offres ouvert N° 096-22-AOO

Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le nouveau terminal de l'aéroport de Rabat-Salé

<p>Direction concernée</p> <p><i>[Signature]</i> Chef de Service Grands Projets Direction des Infrastructures Mohammed CHARIF BAKKALI</p> <p><i>[Signature]</i> Directeur des Infrastructures M. DISS TELMEM</p> <p><i>[Circular Stamp: OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS]</i></p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p><i>[Signature]</i> Le Directeur des Achats et de la Logistique Abdellah BOUKHLOUF</p>
<p align="center">Direction Générale de l'ONDA</p>	
<p align="center"> <i>[Signature]</i> 05 JUL 2022 La Directrice Générale Habiba LAKLAZCH <i>[Circular Stamp: OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS]</i> </p>	
<p align="center">Concurrent</p>	
<p align="center">CPS lu et accepté sans réserve</p>	